

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



DIRECTION GENERALE DES FINANCES

RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE PREMIER TRIMESTRE 2015

Mai 2015

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| SIGLES ET ABREVIATIONS | 3 |
| CONTEXTE | 4 |
| I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL | 4 |
| II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL | 8 |
| II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel..... | 11 |
| a) Les dépenses ordinaires hors personnel : | 11 |
| b) Les dépenses en capital sur ressources internes: | 14 |
| II.1.2 Dépenses de personnel..... | 16 |
| II.2 Dépenses sur ressources extérieures..... | 19 |
| III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 20 |
| III.1 Les comptes d'affectation spéciale..... | 20 |
| III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)..... | 20 |
| III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale | 22 |
| III.2 Le compte de commerce..... | 22 |
| III.3 Les comptes de prêts | 22 |
| III.4 Les comptes d'avance | 22 |
| III.5 Les comptes de garanties et d'aval | 22 |

Liste des Graphiques :

| | |
|--|-----------|
| <i>Graphique 1: Evolution des principale ligne de recettes (en milliards de francs CFA).....</i> | <i>4</i> |
| <i>Graphique 2: Contribution des différents sous-secteurs à la formation de la TVA dans le secondaire.....</i> | <i>5</i> |
| <i>Graphique 3: Service de la dette publique au titre du 1er trimestre 2015 (en milliards).....</i> | <i>12</i> |
| <i>Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel.....</i> | <i>19</i> |
| <i>Graphique 5: Situation du FNR au premier trimestre 2015.....</i> | <i>22</i> |

Liste des tableaux

| | |
|--|------------|
| <i>Tableau 1: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 mars 2015 (en milliards).....</i> | <i>10</i> |
| <i>Tableau 2: Service de la dette publique au titre du 1er trimestre 2015 (en milliards).....</i> | <i>12</i> |
| <i>Tableau 3 : Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement</i> | <i>13</i> |
| <i>Tableau 4: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants.....</i> | <i>13</i> |
| <i>Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat.....</i> | <i>15</i> |
| <i>Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital</i> | <i>155</i> |
| <i>Tableau 7: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel.....</i> | <i>16</i> |
| <i>Tableau 8 : Masse salariale par mois sur le premier trimestre 2015 (en FCFA).....</i> | <i>17</i> |
| <i>Tableau 9: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel.....</i> | <i>17</i> |
| <i>Tableau 10: Projets financés sur ressources extérieures</i> | <i>20</i> |
| <i>Tableau 11: Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier trimestre 2015.....</i> | <i>20</i> |
| <i>Tableau 12: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier trimestre 2015.....</i> | <i>21</i> |

Liste des annexes

| | |
|---|-----------|
| <i>ANNEXE 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1er semestre 2014 (en milliards).....</i> | <i>23</i> |
| <i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 mars 2015 en FCFA.....</i> | <i>24</i> |
| <i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 mars 2015 (hors dette et hors personnel)</i> | <i>25</i> |
| <i>ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre.....</i> | <i>26</i> |

SIGLES ET ABREVIATIONS

| | |
|---------------|---|
| AE | Autorisation d'exécution |
| CEDEAO | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CESE | Conseil économique, social et environnemental |
| CFA | Communautés financières d'Afrique |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FNR | Fonds national de Retraite |
| FSIPP | Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers |
| IADM | Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale |
| IMF | Impôt minimum forfaitaire |
| IS | Impôt sur les sociétés |
| PPTE | (initiative en faveur des) Pays pauvres très endettés |
| PSE | Plan Sénégal Emergent |
| PTF | Partenaires Techniques et financiers |
| SIGFiP | Système intégré de gestion des Finances publiques |
| TBS | Taxes sur les biens et services |
| TEC | Tarif extérieur commun |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2015, de l'exécution de la loi n° 2014-30 du 16 décembre 2014, portant loi de finances pour l'année 2015. Il est destiné à l'information des citoyens ainsi que de leurs représentants à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances.

Le rapport décrit la situation d'exécution des recettes internes ainsi que des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, pour le premier trimestre 2015, tout en procédant à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il importe cependant de souligner que les crédits alloués aux postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas retracés dans la présente situation d'exécution. En effet, ces structures situées à l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), ce qui ne permet pas une disponibilité immédiate de leurs données budgétaires.

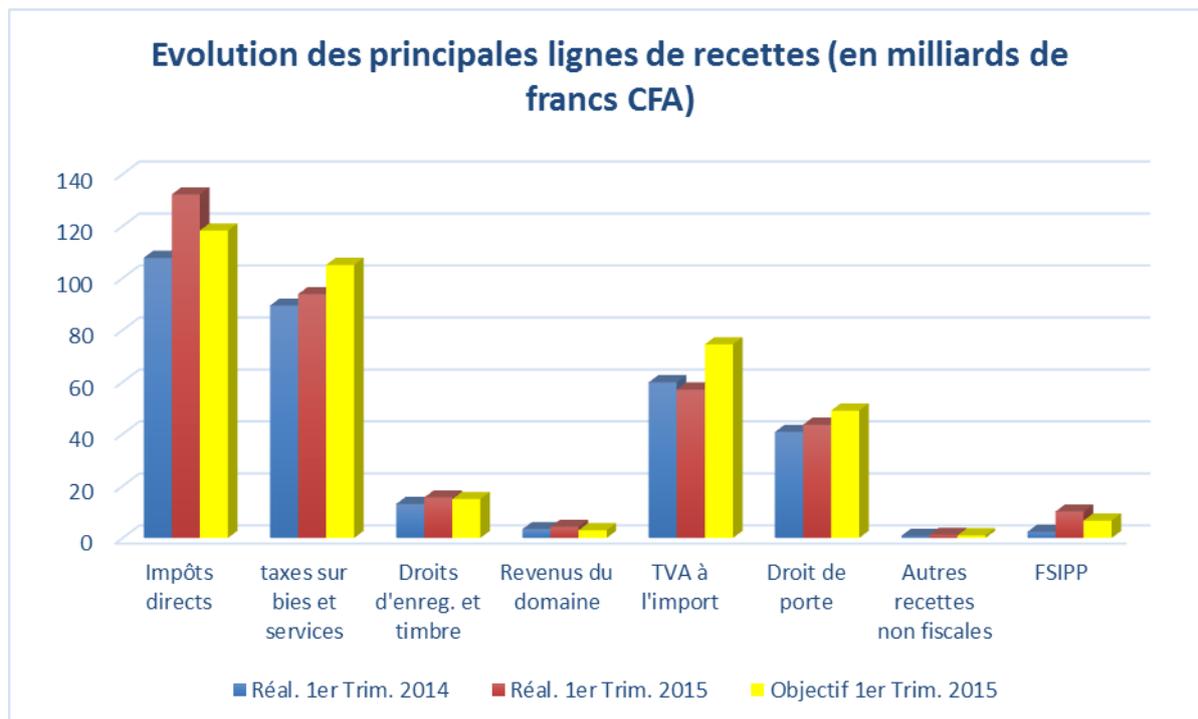
Mais cette insuffisance du système d'information est en train d'être corrigée progressivement et l'objectif du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan est de se rapprocher de plus en plus de l'exhaustivité, pour une information complète des utilisateurs du rapport trimestriel d'exécution budgétaire.

I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les recouvrements des recettes budgétaires au cours du premier trimestre 2015 se sont établis à 358 milliards, soit une augmentation de 40,4 milliards en valeur absolue et 12,7% en valeur relative par rapport à la même période de l'année 2014. Comparé à l'objectif fixé à 373 milliards, il ressort une moins-value de 15 milliards et un taux de réalisation de 96%.

Cette contre-performance par rapport à l'objectif découle essentiellement des recettes douanières et des taxes sur les biens et services qui affichent des moins-values respectives de 22,8 milliards et 11,3 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principales lignes de recettes (en milliards de francs CFA)



- Les impôts directs

Les impôts directs ont enregistré un recouvrement de 132,2 milliards sur un objectif de 118,3 milliards, soit une plus-value de 13,9 milliards. Comparativement à la même période de l'année 2014, il se dégage un écart positif de 24,4 milliards, soit un bond de 22,6%. Ce comportement de la ligne "impôts directs" est imputable à l'impôt sur les sociétés (IS) qui comptabilise une plus-value de 10,1 milliards. Il faut noter que le relèvement du plafond de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) à 20 millions a induit une plus-value de 2,04 milliards.

Une analyse approfondie de la situation des gros contributeurs fait ressortir une nette amélioration du premier acompte par rapport à l'année 2014. En effet, les entreprises comme la SONATEL, PATISEN et les Grands Moulins de Dakar ont réalisé, à elles seules, 15,6 milliards (contre 6,25 milliards un an auparavant). Cette performance n'est pas tributaire de la conjoncture économique puisque le premier acompte se calcule sur la base des déclarations de l'exercice antérieur.

- Les taxes sur les biens et services (TBS)

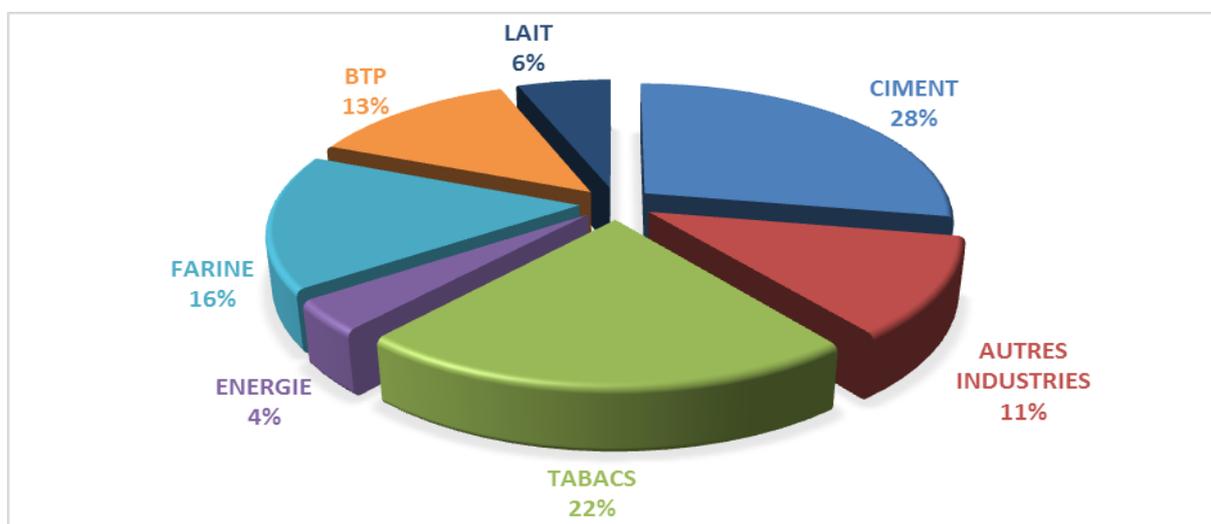
Les services compétents de la DGID ont recouverts au 31 mars 2015 un montant global de 93,8 milliards sur un objectif de 105,1 milliards, dégageant ainsi une moins-value de 11,3

milliards. En dépit de cette contre-performance, la ligne TBS enregistre un glissement annuel de 4,4 milliards en valeur absolue et 4,9% en valeur relative.

Ces réalisations peu reluisantes proviennent, pour l'essentiel, du mauvais comportement des taxes spécifiques (-1,3 milliard sur le pétrole et -0,8 milliard sur les produits hors pétrole) et sur la TVA intérieure qui comptabilise une moins-value de 9 milliards (dont 8,3 milliards sur les produits hors pétrole et 0,7 milliard sur le pétrole). Cette situation trouve son explication dans l'évolution de l'activité de certains secteurs de l'économie nationale.

Pour le secteur secondaire par exemple, la contribution à la formation de la ligne "TVA intérieure" a baissé de 0,3 milliard entre 2014 et 2015. La répartition par secteur de ces recouvrements est illustrée par le graphique ci-après.

Graphique 2 : Contribution des différents sous-secteurs à la formation de la TVA dans le secondaire



Source : DGID

Paradoxalement, le secteur secondaire s'est bien comporté au cours des mois de décembre 2014, janvier et février 2015 (avec une augmentation de 79 milliards du chiffre d'affaires des entreprises du secteur), ce qui aurait dû se refléter sur les TBS, très sensibles à la conjoncture. Cette embellie ne s'est malheureusement pas ressentie sur les recettes du fait de la baisse du chiffre d'affaires taxable de 8,5 milliards découlant d'une augmentation des affaires non soumises à la TVA (+56,5 milliards). Les améliorations du chiffre d'affaires taxable des sous-secteurs du BTP (+10,5 milliards), de l'industrie plastique ((+1,5 milliard) et du sucre (+4,9 milliards) ainsi que la baisse des crédits de déduction, n'ont pas permis de compenser la baisse du chiffre d'affaires du sous-secteur de la cimenterie (-4,9 milliards), du lait (-3,5 milliards), de la farine (-12,6 milliards) et des industries mécaniques (-1,6 milliard).

Il s'y ajoute que la crise qui frappe SUNEOR continue de peser sur le sous-secteur des corps gras alimentaires. En effet, nonobstant la hausse du chiffre d'affaires de 7,9 milliards notée dans l'industrie de l'huilerie, aucune TVA intérieure n'a été recouvrée.

Quant au secteur tertiaire, sa contribution aux recettes (issues de la TVA intérieure) n'a été que de 11,74 milliards (contre 16,9 milliards au premier trimestre 2014). Ces ressources proviennent, pour l'essentiel, du sous-secteur des télécommunications (pour 4,46 milliards) et du commerce (pour 2,1 milliards).

Le sous-secteur du transport se relève difficilement de la crise engendrée par la fermeture des frontières à cause de l'épidémie à virus Ebola et ses conséquences sur les réservations des touristes.

- **Le Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers (FSIPP)**

Le FSIPP affiche une plus-value de 3,5 milliards essentiellement due à la chute des cours mondiaux du baril de pétrole qui n'est pas immédiatement répercutée sur les prix à la pompe.

- **Les droits de porte**

Les droits de porte accusent un déficit de 22,8 milliards de FCFA par rapport aux prévisions trimestrielles, dont 16,7 milliards sur la seule ligne TVA hors pétrole.

En soi, d'un point de vue économique, cela n'est pas une mauvaise nouvelle pour l'économie sénégalaise car la baisse des importations peut, sous réserve d'analyses plus approfondies, être corrélée avec la hausse de la production intérieure au cours de la même période.

Par contre, comme en matière de fiscalité intérieure, les variations des recettes douanières pourraient également être expliquées, au moins pour partie, par des facteurs indépendants du comportement de l'économie (entrée en vigueur du TEC CEDEAO, phénomène de fraude sur les quittances de paiement récemment mis à jour au niveau de la Perception de Dakar-Port, etc.).

- **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales se sont bien comportées au premier trimestre 2015. Les réalisations au titre des revenus du domaine s'affichent à 4,3 milliards, sur un objectif trimestriel arrêté à

3 milliards. Quant aux produits financiers et autres recettes non fiscales, les recouvrements ont atteint 1,2 milliard, pour un objectif de 1 milliard.

Comparé à la même période de l'année 2014, on constate un glissement annuel positif de 0,9 milliard et 0,4 milliard respectivement sur les revenus du domaine et les produits financiers et autres recettes non fiscales.

- Les dons budgétaires

Les dons budgétaires estimés dans la loi de finances pour 2015 à 35 milliards ont été réalisés au premier trimestre 2015 à hauteur de 3,4 milliards. Ce montant concerne l'appui budgétaire canadien destiné au secteur de l'Education.

- Autres ressources

Au 31 mars 2015, les autres ressources affichaient un niveau de mobilisation de 242,11 milliards. Elles sont constituées des recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM) pour 11,48 milliards, des émissions de bons du Trésor pour 87 milliards, des émissions d'obligations à hauteur 141,91 milliards et de remboursements de prêts rétrocédés pour 1,1 milliard.

Par rapport à la même période de l'année 2014, on note une forte progression des autres Emprunts (Emissions d'obligations : +106,92 milliards) et des émissions de bon du trésor (+44,345 milliards).

II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Dépenses sur ressources internes

Prévus pour un montant global de 2371,78 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015, les crédits du budget général ont été portés à 2400,68 milliards FCFA par les reports de crédits d'investissement.

Les crédits du budget général sont engagés, au 31 mars 2015, à hauteur de 598,980 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 24,95%. En comparaison avec 2014, le montant des engagements a augmenté de 153,885 milliards soit un taux d'accroissement de 34,57%. Le niveau du taux d'exécution a également progressé de 5,68 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.

Au regard de la trimestrialisation des dépenses du budget général qui donne un niveau prévisionnel de dépenses de 600,17 milliards au premier trimestre 2015, les engagements

effectués pour un montant de 598,980 milliards sont satisfaisants, l'écart n'étant que de 1,19 milliard.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 mars 2015 (en milliards)

| Titre | Prévision (1) | Modifications (2) | Report de crédits (3) | Total prévision (4) = 1+ 2+ 3 | Engagement (5) | taux d'engagement des crédits (6)= 5/4 | Liquidation (7) | Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5 | Ordonnancement (9) | Taux d'ordonnancement des liquidations (10)=9/7 | Paiement (11) | Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9 |
|---|------------------|----------------------|--------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--------------------|--|-----------------------|--|------------------|--|
| Titre 1- Dette publique | 598,01 | | | 598,01 | 174,13 | 29% | 174,13 | 100% | 174,13 | 100,0% | 174,13 | 0,00 |
| Titre 2- Dépenses de personnel | 510,00 | | | 510,00 | 135,75 | 27% | 135,75 | 100% | 135,75 | 100,0% | 135,75 | 0,00 |
| Titre 3-Dépenses de fonctionnement | 359,49 | -5,77 | | 353,72 | 105,62 | 30% | 63,97 | 61% | 63,31 | 99,0% | 48,53 | 14,78 |
| Titre 4- Transferts courants | 347,09 | 5,77 | | 352,86 | 88,54 | 25% | 88,54 | 100% | 88,02 | 99,4% | 82,38 | 5,63 |
| Total dépenses ordinaires | 1814,60 | 0,00 | 0,00 | 1814,60 | 504,04 | 28% | 462,39 | 92% | 461,21 | 99,7% | 440,79 | 20,42 |
| Total dépenses ordinaires hors personnel | 1304,60 | 0,00 | 0,00 | 1304,60 | 368,30 | 28% | 326,64 | 89% | 325,46 | 99,6% | 305,04 | 20,42 |
| Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat | 193,43 | -8,99 | 1,96 | 186,40 | 23,64 | 13% | 15,85 | 67% | 15,81 | 99,8% | 6,62 | 9,20 |
| Titre 6- Transferts en capital | 363,75 | 8,99 | 26,93 | 399,68 | 71,29 | 18% | 70,89 | 99% | 70,39 | 99,3% | 65,58 | 4,81 |
| Total Investissement | 557,19 | 0,00 | 28,90 | 586,08 | 94,94 | 16% | 86,74 | 91% | 86,21 | 99,4% | 72,20 | 14,01 |
| TOTAL BG | 2371,78 | 0,00 | 28,90 | 2400,68 | 598,98 | 24,95% | 549,13 | 92% | 547,41 | 99,7% | 512,98 | 34,43 |

II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

a) Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1304,596 milliards. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 368,296 milliards FCFA soit 28,23% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge, pour le premier trimestre 2015;
- Liquidation : 326,639 milliards FCFA, soit 88,69% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 325,459 milliards FCFA, soit 99,64% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 1^{er} trimestre 2015 est arrêté à 305,040 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 93,73% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 20,419 milliards FCFA.

En outre, un montant de **4,481** milliards FCFA a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

- **La dette publique** : Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le 1^{er} trimestre 2015 est arrêté à 174,13 milliards FCFA dont 126,55 milliards FCFA pour le principal et 47,58 milliards FCFA pour les intérêts et commissions. Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 58,05 milliards FCFA, tandis que pour la dette intérieure, le montant des paiements est de 116,08 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 29,12% au 31 mars 2015.

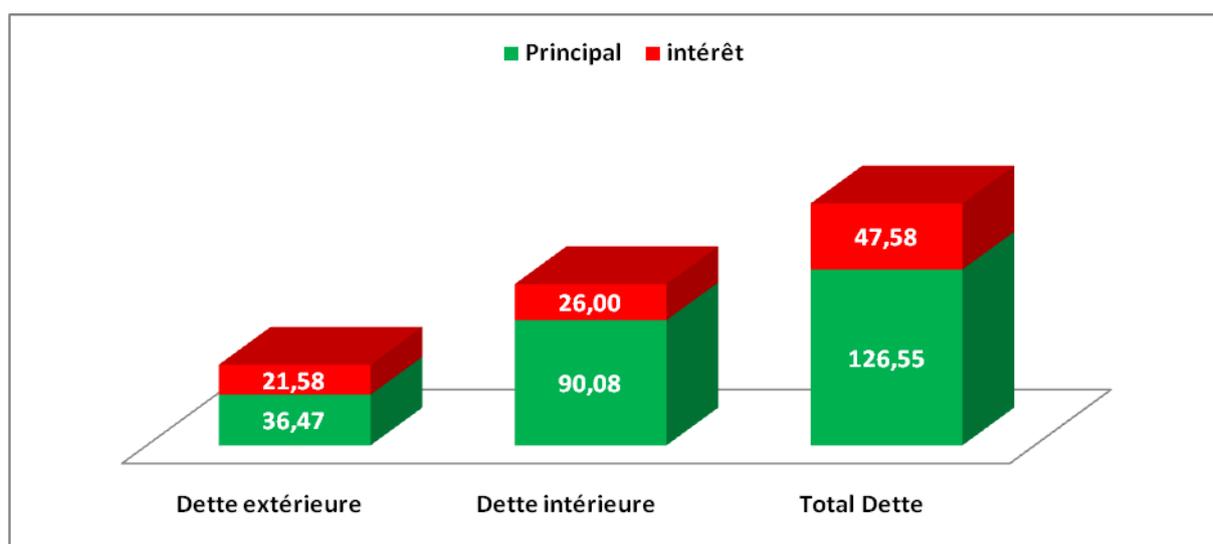
En comparaison avec le premier trimestre 2014, nous avons une évolution positive de 106,45 milliards en 2015, soit 61% de hausse en valeur relative.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2015.

Tableau 2: Service de la dette publique au titre du 1^{er} trimestre 2015 (en milliards)

| Dette publique 2015 | T1_2015 | T1_2014 | Ecart T1_2015/T1_2014 | |
|------------------------------|---------------|--------------|-----------------------|-------------|
| | | | valeur | % |
| Dette extérieure | 58,05 | 25,51 | 25,51 | 44% |
| <i>Principal</i> | 36,47 | 15,80 | 20,67 | 131% |
| <i>intérêt</i> | 21,58 | 9,71 | 11,87 | 55% |
| Dette intérieure | 116,08 | 42,17 | 73,91 | 64% |
| <i>Principal</i> | 90,08 | 32,14 | 57,94 | 64% |
| <i>intérêt</i> | 26 | 10,03 | 15,97 | 61% |
| Dette publique totale | 174,13 | 67,68 | 106,45 | 61% |

Graphique 3: Service de la dette publique au titre du 1er trimestre 2015 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement** : Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre 2015 :

- **Engagement** : 105,623 milliards FCFA ; soit 29,9% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 63,966 milliards FCFA; soit 60,56% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 63,313 milliards FCFA; soit 98,98% des liquidations ;
- **Paiement** : 48,529 milliards FCFA; soit 76,65% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 14,784 milliards FCFA ;

- **Caisse d'avance à régulariser** : 3,842 milliards.

Les montants des engagements et des paiements au premier trimestre de 2015 ont progressé respectivement de +27,60% et +16,74% par rapport à la même période de 2014. Les taux d'engagement et de paiement ont également progressé respectivement de 7,91 et 7,87 points de pourcentage. Seul le taux de liquidation a connu une baisse de plus de 14 points.

Tableau 3 : Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

| Niveau d'exécution | Trim.1 2014 | Trim.1 2015 | Ecart |
|--|-------------|-------------|--------|
| taux d'engagement des crédits | 22,0% | 29,9% | 7,91% |
| taux de liquidation des engagements | 75,3% | 60,6% | -14,8% |
| taux d'ordonnancement des liquidations | 96,9% | 99,0% | 2,1% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 68,8% | 76,6% | 7,87% |

- **Les transferts courants** : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre :

- **Engagement** : 88,543 milliards FCFA ; soit 25,1% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 88,016 milliards FCFA ; soit 99,4% des engagements ;
- **Paiement** : 82,381 milliards FCFA ; soit 93,6% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 5,635 milliard FCFA;
- **Caisse d'avance à régulariser** : 0,639 milliard FCFA.

Au total, les dépenses ordinaires hors personnel, engagées pour le 1^{er} trimestre 2015, s'élèvent à un montant de 368,296 milliards, en hausse de 135,812 milliards par rapport à la même période de l'année 2014. Les paiements effectifs ont également évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 114,784 milliards en valeur absolue et 60,3% en valeur relative.

En comparaison avec le premier trimestre 2014, le taux d'engagement est légèrement plus faible avec un écart de 1,2 point de pourcentage. Le taux d'ordonnancement est quasiment au même niveau entre les deux périodes et le taux de paiement a reculé de 5,2 points.

Tableau 4: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

| Niveau d'exécution | Trim.1 2014 | Trim.1 2015 | Ecart |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 26,3% | 25,1% | -1,2% |
| taux d'ordonnancement des engagements | 100,0% | 99,4% | -0,6% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 98,8% | 93,6% | -5,2% |

Par ailleurs, sur la base de la trimestrialisation des dépenses ordinaires hors personnel qui aboutit à des prévisions de 326,149 milliards par trimestre, le niveau d'engagement de 368,296 milliards est supérieur de 42,147 milliards.

b) Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 557,186 milliards. Elles ont été portées à un montant de 586,081 milliards par les reports de crédits d'investissement d'un montant de 28,895 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 186,401 milliards (31,8%) et en transferts en capital pour un montant de 399,680 milliards (68,2%).

- **Les investissements exécutés par l'Etat :** Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre de 2015 :

- **Engagement :** 23,643 milliards FCFA; soit 12,68% des crédits ouverts ;
- **Liquidation :** 15,851 milliards FCFA; soit 67,04% des engagements ;
- **Ordonnancement :** 15,813 milliards FCFA; soit 99,76% des liquidations ;
- **Paiement :** 6,618 milliards FCFA, soit 41,85% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 9,195 milliards FCFA;
- **Caisse d'avance à régulariser :** 1,06 milliard FCFA.

Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

| Niveau d'exécution | Trim.1 2014 | Trim.1 2015 | Ecart |
|--|-------------|-------------|--------|
| taux d'engagement des crédits | 14,79% | 12,68% | -2,11% |
| taux de liquidation des engagements | 47,62% | 67,04% | 19,42% |
| taux d'ordonnancement des liquidations | 92,52% | 99,76% | 7,24% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 51,69% | 41,85% | -9,84% |

- **Les transferts en capital** : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre 2015 :

- **Engagement** : 71,293 milliards FCFA; soit 17,84% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 70,393 milliards FCFA; soit 99,29% des engagements ;
- **Paiement** : 65,578 milliards FCFA; soit 93,16% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 4,815 milliards FCFA.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

| Niveau d'exécution | Trim.1 2014 | Trim.1 2015 | Ecart |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 16,6% | 17,8% | 1,2% |
| taux d'ordonnancement des engagements | 99,7% | 98,7% | -1,0% |
| taux de Paiement des ordonnancements | 93,8% | 93,2% | -0,6% |

Au total, les dépenses en capital sur ressources internes, engagées pour le 1^{er} trimestre 2015, s'élèvent à un montant de 94,936 milliards et sont en baisse de 1,724 milliards comparativement à la même période de l'année 2014. Par contre, les paiements effectifs ont évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 4,31 milliards en valeur absolue et 6,3% en valeur relative.

Le niveau prévisionnel des dépenses d'investissements sur ressources internes (dépenses en capital exécutés par l'Etat et dépenses de transfert en capital) sur le premier trimestre 2015 étant de 139,3 milliards, il subsiste un écart de 44,36 milliards imputable pour 23 milliards au

niveau d'engagement des dépenses en capital exécutés par l'Etat et pour 21,4 milliards à celui des transferts en capital. Cette situation s'explique par le besoin de temps pour la maturité des dépenses d'investissements qui n'intervient en général qu'à partir du troisième trimestre.

En comparaison avec le premier trimestre 2014, les taux d'engagement, d'ordonnancement et de paiement sont quasiment au même niveau sur les deux périodes.

Le tableau ci-après compare la situation d'exécution du 1^{er} trimestre 2015 à celle de la même période de l'année précédente. Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 31 mars 2015. Il montre une nette disparité dans la mobilisation des crédits.

Tableau 7: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel

| Titres | Engagement | | | Liquidation | | | Ordonnancement | | | Paiement | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 31/03/2014 | 31/03/2015 | Ecart | 31/03/2014 | 31/03/2015 | Ecart | 31/03/2014 | 31/03/2015 | Ecart | 31/03/2014 | 31/03/2015 | Ecart |
| Titre 1- Dette publique | 67,68 | 174,13 | 106,45 | 67,68 | 174,13 | 106,45 | 67,68 | 174,13 | 106,45 | 67,68 | 174,13 | 106,45 |
| Titre 3-Dépenses de fonctionnement | 82,78 | 105,62 | 22,85 | 62,36 | 63,97 | 1,61 | 60,44 | 63,31 | 2,88 | 41,57 | 48,53 | 6,96 |
| Titre 4- Transferts courants | 82,03 | 88,54 | 6,52 | 82,03 | 88,54 | 6,52 | 82,02 | 88,02 | 5,99 | 81,01 | 82,38 | 1,37 |
| Total dépenses ordinaires hors personnel | 232,48 | 368,30 | 135,81 | 212,07 | 326,64 | 114,57 | 210,14 | 325,46 | 115,32 | 190,26 | 305,04 | 114,78 |
| Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat | 31,79 | 23,64 | -8,14 | 15,14 | 15,85 | 0,71 | 14,01 | 15,81 | 1,81 | 7,24 | 6,62 | -0,62 |
| Titre 6- Transferts en capital | 64,88 | 71,29 | 6,42 | 64,88 | 70,89 | 6,02 | 64,68 | 70,39 | 5,72 | 60,65 | 65,58 | 4,93 |
| Total Investissement | 96,66 | 94,94 | -1,72 | 80,01 | 86,74 | 6,73 | 78,68 | 86,21 | 7,53 | 67,89 | 72,20 | 4,31 |
| TOTAL BUDGET GENERAL HORS PERSONNEL | 329,14 | 463,23 | 134,09 | 292,08 | 413,38 | 121,31 | 288,82 | 411,67 | 122,85 | 258,14 | 377,24 | 119,09 |

II.1.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du premier trimestre 2015 s'élèvent à 135,748 milliards FCFA, soit 26,62% du montant des prévisions initiales de la masse salariale qui s'élève à 510 milliards FCFA.

Au cours du premier trimestre 2015, la tendance évolutive constatée est en dents de scie avec une baisse de 6,607 milliards entre janvier et février suivi d'une hausse de 1,504 milliard FCFA entre février et mars.

Tableau 8 : Masse salariale par mois sur le premier trimestre 2015 (en FCFA)

| Période | Janvier | Février | Mars | Cumul (trimestre) | Moyenne mensuelle |
|-----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| Masse salariale | 49 152 616 988 | 42 545 438 053 | 44 049 544 033 | 135 747 599 074 | 45 249 199 691 |

En 2014, à la même période, il a été exécuté une masse salariale d'un montant de 116,7 milliards de francs de FCFA sur un total annuel réalisé de 485,3 milliards de FCFA, soit un taux de 24%.

L'écart entre les premiers trimestres 2015 et 2014 se chiffre à 19,0 milliards de FCFA, mais rapportée aux prévisions annuelles correspondantes, l'amplitude est de 2,6 points.

Tableau 9: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel

| | Janvier | Février | Mars | Cumul (trimestre) | Moyenne mensuelle |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| Masse salariale 2014 | 40 374 423 640 | 38 108 686 167 | 38 892 814 444 | 117 375 924 251 | 39 125 308 084 |
| Masse salariale 2015 | 49 152 616 988 | 42 545 438 053 | 44 049 544 033 | 135 747 599 074 | 45 249 199 691 |

La trimestrialisation des prévisions de la masse salariale en 2015 donne 127,5 milliards de FCFA/trimestre et traduit, pour le premier trimestre, un **dépassement** de 8,2 milliards en valeur absolue, soit 6,1% en valeur relative, contre, en 2014, des économies de 4,6 milliards en valeur absolue, soit 4% en valeur relative.

Le **dépassement** de **8,2 milliards de FCFA** noté au terme du premier trimestre 2015 s'explique par les facteurs suivants :

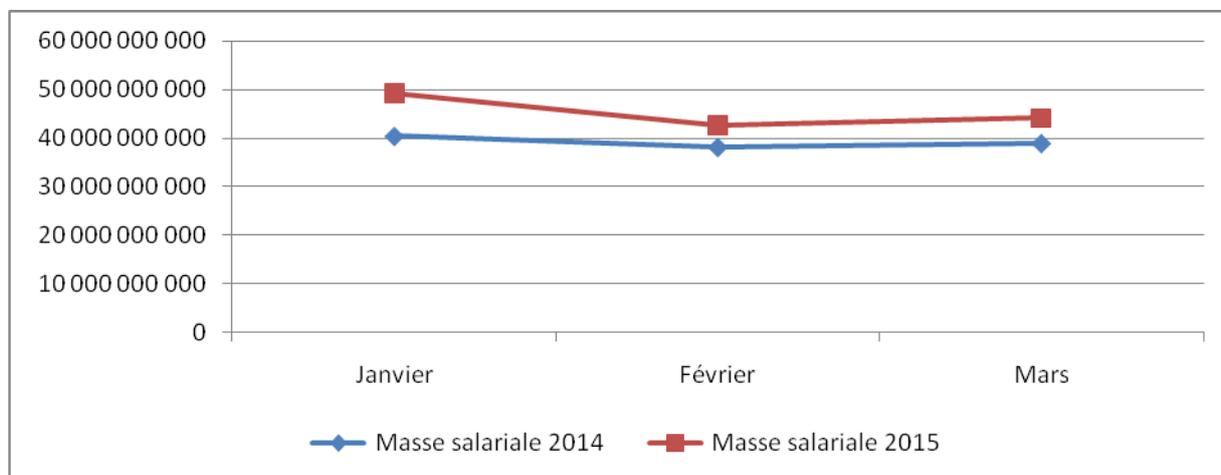
- **la prise en compte** de factures d'hôpitaux et pharmacies supplémentaires pour un montant de 1,46 milliard de FCFA ;
- **l'exécution de mesures catégorielles non prévues dans la loi de finances initiale 2015** pour un montant de **3,65 milliards de FCFA** parce qu'intervenues après le

dépôt du projet de loi de finances pour l'année 2015 à l'Assemblée nationale. Il s'agit de **(ii)** l'extension de l'indemnité de contrôle et d'encadrement pédagogique aux inspecteurs de l'enseignement moyen secondaire et aux inspecteurs de la jeunesse, **(iii)** la régularisation de salaires (rappels d'intégration aux Professeurs Contractuels et Maîtres Contractuels), d'un surplus de 2 614 agents. En effet, il était budgétisé un nombre de 4 000 sur la base d'une moyenne des intégrations de ces dernières années, alors qu'il a été réalisé 6 614 intégrations ; et **(iv)** la prise en compte de 800 policiers sortant de l'Ecole Nationale de Formation de la Police qui étaient prévus pour percevoir un pécule dans le Fonds d'Avance militaire (composante de la masse salariale) ;

- **l'augmentation des dépenses de « caisse »**, en l'occurrence l'approvisionnement des comptes de dépôt de l'Assemblée nationale et du Conseil économique, social et environnemental (CESE), pour la prise en charge des dépenses de personnel. Pour le premier trimestre 2015, le montant exécuté est de **5,77** milliards de FCFA, contre 2,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2014, soit une augmentation de 3,47 milliards de FCFA. Comparativement à la trimestrialisation des crédits d'un montant de 15,55 milliards de FCFA ouverts en 2015 au titre des dépenses de personnel de l'Assemblée Nationale et du CESE, et qui aboutit à un plafond de 3,89 milliards de FCFA/trimestre, il subsiste un écart de **1,88 milliards de FCFA**. Il convient de noter que pour les trois (3) trimestres restant de l'année 2015, les dépenses de personnel de l'Assemblée nationale et du CESE seront moins importantes que celles du premier trimestre et inférieures au plafond de 3,89 milliards de FCFA puisqu'elles se situeront à environ 3,26 milliards de FCFA par trimestre ;
- **la révision des dépenses du personnel local des Ambassades** qui ont augmenté de **750 millions de FCFA** au cours du premier trimestre 2015. Ces dépenses sont passées de 250 millions de FCFA/mois à 500 millions de FCFA/mois ;

- **le paiement indu d'indemnités de logement à des non ayants-droit** pour un montant de **465 millions de FCFA** ; ce qui a donné lieu à des ordres de recette exécutés au moyen de la procédure de « Trop perçu sur salaire » (TPS).

Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel



II.2 Dépenses sur ressources extérieures

Au cours du premier trimestre 2015, le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 67,774 milliards de francs CFA réparti en emprunts pour 36,366 milliards de francs CFA et 31,407 milliards de francs CFA en subventions. Soit un taux d'exécution au 31 mars de 16,7 % par rapport aux prévisions annuelles de tirages sur ressources extérieures.

Comparativement à la même période de 2014 (58,985 milliards), les tirages ont augmenté de 8,789 milliards francs CFA en valeur absolue et de 14,90 % en valeur relative.

Les principaux décaissements en 2015 concernent les sous-secteurs ci-après :

- Infrastructures et Services de Transports : 25,9 milliards ;
- Agriculture : 12,04 milliards ;
- Hydraulique et Assainissement : 9,9 milliards ;
- Education et Formation : 4,9 milliards ;
- Santé-Nutrition : 4,2 milliards ;
- Energie : 2 milliards ;
- Elevage : 1,4 milliards.

Sept (7) conventions de financement, d'un montant total de 58,236 milliards francs CFA, ont été conclues dans la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2015 pour la mise en œuvre des projets suivants :

Tableau 10: Projets financés sur ressources extérieures

| INTITULE | Montant en devises | Montant en F.CFA |
|---|---------------------|-----------------------|
| Projet d'appui à la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre PASNEEG | 1.650.000 EUROS | 1 082 329 050 |
| Projet d'appui à la CNAAS | 1.090.000.000 F.CFA | 1 090 000 000 |
| Programme agricole Italie Sénégal - PAIS | 16.400.000 EUROS | 10 757 694 800 |
| Assainissement Eaux usées Corniche Ouest | 43.000.000 EUROS | 5 000 000 000 |
| Projet d'interconnexion électrique OMVG | 43.000.000 EUROS | 28 206 151 000 |
| Essor du secteur privé par l'Education pour l'Emploi - ESP/EPE | 20.000.000 \$CAN | 9 800 000 000 |
| Projet d'assistance alimentaire | 490.000.000 YENS | 2 300 000 000 |
| | | 58 236 174 850 |

Au total, depuis la tenue du Groupe Consultatif pour le Sénégal en février 2014, soixante-treize (73) conventions de financement du PSE ont été conclues avec les Partenaires Techniques et Financiers pour un montant total de **1 303 milliards francs CFA**, représentant **35%** des engagements financiers nouveaux des PTF.

III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31 mars 2015

Les recettes du 1^{er} trimestre 2015 s'élèvent à 15,698 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,186 milliards FCFA en janvier 2015 avec un nombre de cotisants de 77 326 agents à 5,275 milliards FCFA en fin mars avec un nombre de cotisants de 78 264 agents ; soit une légère hausse de 0,089 milliards FCFA et de 938 cotisants supplémentaires.

Tableau 11: Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier trimestre 2015

| Recettes du FNR | janvier | | février | | mars | | Total des recettes cum (mds FCFA) |
|-------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|-----------------------------------|
| | Recettes en (milliards FCFA) | Nombre de cotisants | Recettes en (milliards FCFA) | Nombre de cotisants | Recettes en (milliards FCFA) | Nombre de cotisants | |
| Montant /effectif | 5,186 | 77 326 | 5,238 | 77 815 | 5,275 | 78 264 | 15,698 |

➤ **Les dépenses du FNR au 31 mars 2015**

En cumul, les dépenses s'élèvent à 19,468 milliards au 31 mars 2015. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 6,413 milliards FCFA en janvier 2015 avec un nombre d'allocataires de 59 959 pensionnés à 6,582 milliards FCFA en fin mars 2015 avec un nombre d'allocataires de 60 471 pensionnés; soit une hausse nette de 0,169 milliard FCFA en dépenses et de 512 nouveaux allocataires.

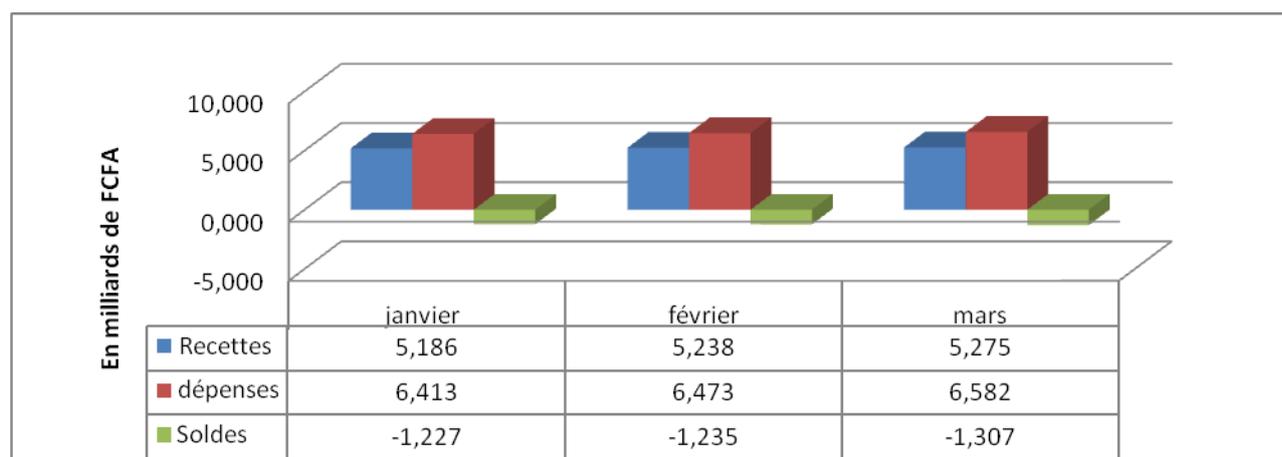
Tableau 12: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier trimestre 2015

| Dépenses du FNR | janvier | | février | | mars | | Total cumulé des dépenses (en milliards) |
|-------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------------|-----------------------|--|
| | Dépenses en (milliards FCFA) | Nombre d'allocataires | Dépenses en (milliards FCFA) | Nombre d'allocataires | Dépenses en (milliards FCFA) | Nombre d'allocataires | |
| Montant /effectif | 6,413 | 59 959 | 6,473 | 60 195 | 6,582 | 60 471 | 19,468 |

➤ **Solde du FNR au 31 Mars 2015**

Les recettes du FNR au cours du premier trimestre de 2015 s'élèvent à 15,698 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à 19,468 milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à 3,770 milliards contre 2,250 milliards FCFA pour la même période de 2014.

Graphique 5: Situation du FNR au premier trimestre 2015



III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 31 mars 2015, de l'ordre de 124,628 millions dont 7,75 millions pour frais de constitution des sociétés à participation publique et 116,878 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2014, ces recettes sont en forte baisse de 323,39 millions provenant surtout du fonds de la Caisse d'Encouragement à la Pêche.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 88,179 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du premier trimestre de 36,448 millions.

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin mars 2015.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 1,861 milliard. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 0,39 milliard pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations du premier trimestre, les comptes de prêts restent créditeur de 1,470 milliards.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avals

Les comptes de garanties et d'avals sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 3: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1er semestre 2014 (en milliards)

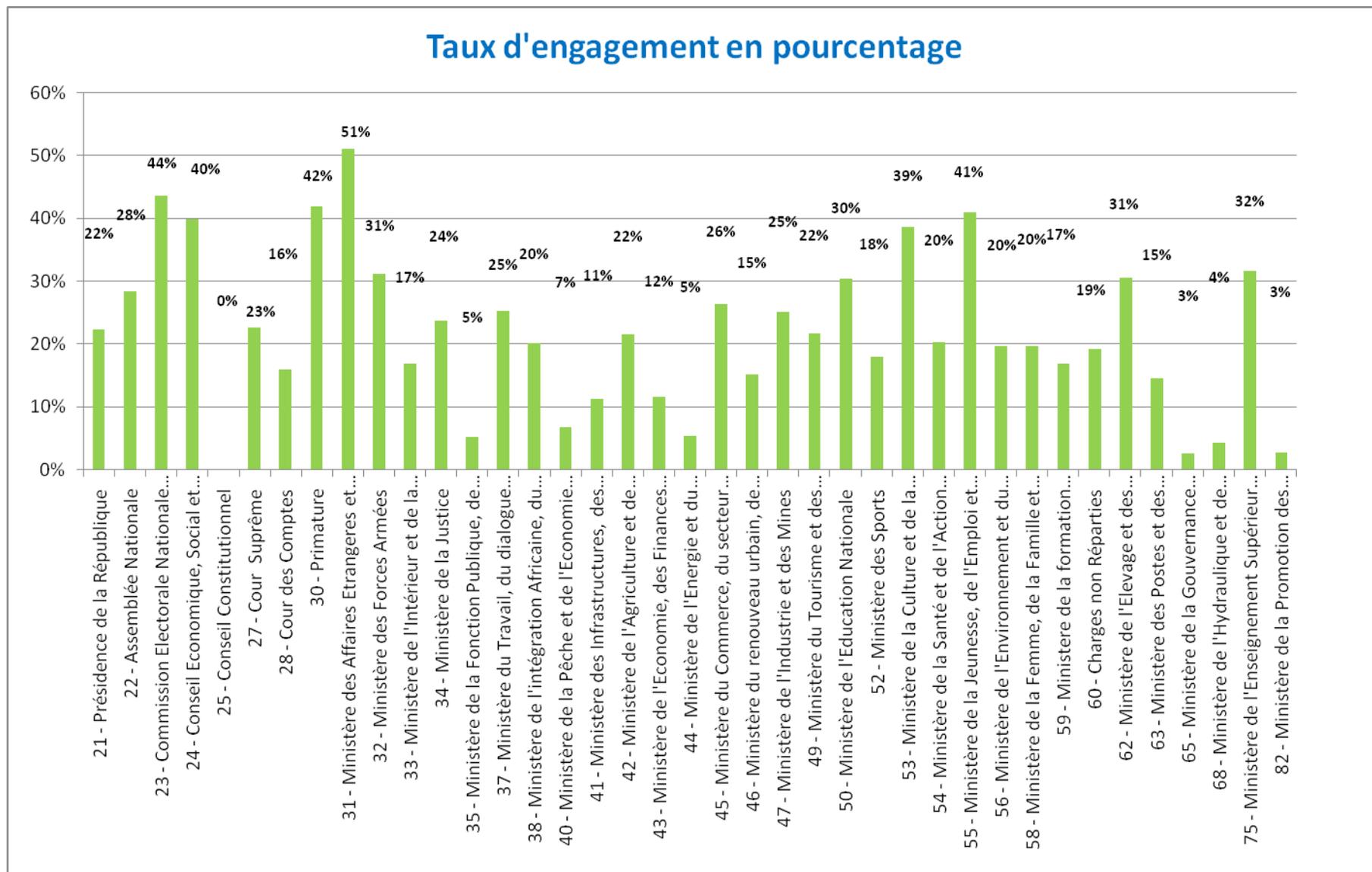
| | mars-14 | mars-15 | Objectif | Ecart/obj. | Taux de réal. | Gliss. en % | Ecart en val. |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|
| DGID | | | | | | | |
| Impôts directs recouvrés par la DGID | 101,9 | 126,1 | 112,2 | 14 | 112,4% | 23,7% | 24,2 |
| Impôts sur les sociétés | 31,6 | 45,4 | 35,3 | 10,1 | 128,6% | 43,8% | 13,8 |
| Impôts sur les revenus hors CCAP | 53,1 | 63,5 | 60,9 | 2,6 | 104,3% | 19,7% | 10,4 |
| IRVM/IRCM | 11,7 | 11,5 | 10,3 | 1,2 | 111,7% | -1,7% | -0,2 |
| CFCE | 4,7 | 5,1 | 5 | 0,1 | 102,0% | 8,5% | 0,4 |
| Taxe de plus-value immobilière | 0,9 | 0,6 | 0,7 | -0,1 | 85,7% | -33,3% | -0,3 |
| Taxe sur biens et services recouvr. DGID | 89,4 | 93,8 | 105,1 | -11,3 | 89,2% | 4,9% | 4,4 |
| TVA intérieure hors pétrole | 49,4 | 53,1 | 61,4 | -8,3 | 86,5% | 7,5% | 3,7 |
| TVA intérieure sur le pétrole | 0,7 | 3,6 | 4,3 | -0,7 | 83,7% | 380,6% | 2,9 |
| Taxes opérations bancaires TOB | 12,1 | 12 | 12,3 | -0,3 | 97,6% | -0,8% | -0,1 |
| Taxe spécifique hors pétrole | 10,3 | 9,1 | 10,4 | -1,3 | 87,5% | -11,7% | -1,2 |
| Taxe spécifique sur le pétrole | 13 | 12,3 | 13,1 | -0,8 | 93,9% | -5,4% | -0,7 |
| Taxe sur les véhicules (TAVE en 2013) | 2,2 | 2,6 | 2,1 | 0,5 | 123,8% | 18,2% | 0,4 |
| Taxe sur les contrats d'assurance | 1,1 | 1 | 1,2 | -0,2 | 83,3% | -9,1% | -0,1 |
| CSMC | 0,6 | 0,1 | 0,3 | -0,2 | 33,3% | | |
| Droits d'enregistrement et timbre | 13,1 | 15,6 | 15 | 0,6 | 104,0% | 19,0% | 2,5 |
| Droits d'enregistrement | 9,3 | 11,3 | 11,1 | 0,2 | 101,8% | 21,5% | 2 |
| Droits de timbre | 3,8 | 4,3 | 3,9 | 0,4 | 110,3% | 13,0% | 0,5 |
| Revenus du domaine | 3,4 | 4,3 | 3 | 1,3 | 143,3% | 26,5% | 0,9 |
| Prélèvement 1% CA télécom | 0 | 0 | 0,4 | -0,4 | 0 | | |
| TOTAL RECETTES DGID (hors FSIPP) | 207,9 | 239,8 | 235,7 | 4,1 | 101,7% | 15,3% | 31,9 |
| Montant FSIPP | 2,4 | 10,2 | 6,7 | 3,5 | 1,52238806 | | 7,8 |
| TOTAL DGID y c. FSIPP | 210,3 | 250 | 242,4 | 7,6 | 103,1% | 18,9% | 39,7 |
| DGD | | | | | | | |
| TVA à l'import | 59,9 | 57,1 | 74,5 | -17,4 | 76,6% | -4,6% | -2,8 |
| TVA import hors pétrole | 44,4 | 39 | 55,7 | -16,7 | 70,0% | -12,2% | -5,4 |
| TVA import pétrole | 15,4 | 18,1 | 18,8 | -0,7 | 96,3% | 17,0% | 2,6 |
| Droit de porte | 40,8 | 43,6 | 49 | -5,4 | 89,0% | 7,0% | 2,8 |
| Droit de porte hors pétrole | 37,4 | 40,3 | 43 | -2,7 | 93,7% | 7,6% | 2,9 |
| Droit de porte pétrole | 3,3 | 3,3 | 6 | -2,7 | 55,0% | 7,6% | 2,9 |
| TOTAL DGD | 100,6 | 100,7 | 123,5 | -22,8 | 81,5% | 0,1% | 0,1 |
| DGCPT (RGT) | | | | | | | |
| Retenues à la source CCAP | 5,9 | 6,1 | 6,1 | 0 | 100,0% | 3,4% | 0,2 |
| Dividendes | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intérêts créditeurs | 0,2 | 0,7 | 0,5 | 0,2 | 140,0% | 250,0% | 0,5 |
| Redevances télécommunications | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Reliquats DPWORLD et SUNEOR | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Commission de transfert | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Recettes ARTP | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Autres recettes non fiscales | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0 | 100,0% | -16,7% | -0,1 |
| TOTAL DGCPT (y c. div. prod. fin. et red.) | 6,7 | 7,3 | 7,1 | 0,2 | 102,8% | 9,0% | 0,6 |
| TOTAL RECETTES BUDGETAIRES | 317,6 | 358 | 373 | -15 | 96,0% | 12,7% | 40,4 |

ANNEXE 4: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 mars 2015 en FCFA

| LIBELLES | Cumulé au 30 juin 2014 | | |
|---|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | RECETTES | DEPENSES | SOLDE |
| Comptes d'affectation spéciale | | | |
| 96.101 Fonds national de retraite | 15 698 000 000 | 19 468 000 000 | -3 770 000 000 |
| 96.102 Frais de cont. des stes à particip. publique | 7 750 000 | 6 931 936 | 818 064 |
| 96.103 Caisse d'encouragement à la pêche | 116 878 390 | 81 248 032 | 35 630 358 |
| 96.104 Fonds de lutte contre l'incendie | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 15 822 628 390 | 19 556 179 968 | -3 733 551 578 |
| Comptes de commerce | 0 | 0 | |
| 96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com. | | | |
| Sous-total | - | - | - |
| Comptes de prêts | 0 | 0 | |
| 96.503 Prêts aux collectivités locales | 0 | 0 | |
| 96.507 Prêts aux particuliers | 1 861 221 243 | 390 715 152 | 1 470 506 091 |
| Sous-total | 1 861 221 243 | 390 715 152 | 1 470 506 091 |
| Comptes d'avances | | | |
| 96.605 Avances aux collectivités locales | | | |
| Sous-total | | | |
| Total CST | 17 683 849 633 | 19 946 895 120 | -2 263 045 487 |

Sources : DGCPPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 5: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 mars 2015 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé |
| 21 - Présidence de la République | 56 520 802 000 | 0 | 5 147 465 171 | 702 000 000 | 62 370 267 171 | 15 319 946 545 | 47 050 320 626 | 13 934 341 545 | 22 | 13 550 661 803 | 13 525 763 613 | 22 | 13 513 476 672 | 12 954 132 513 | 559 344 159 |
| Dépenses de fonctionnement | 9 488 045 000 | 0 | 883 924 303 | 0 | 10 371 969 303 | 2 141 666 266 | 8 230 303 037 | 1 639 161 266 | 16 | 1 261 981 524 | 1 237 083 334 | 12 | 1 232 083 334 | 674 383 300 | 557 700 034 |
| Transferts courants | 19 012 857 000 | 0 | 2 470 000 000 | 0 | 21 482 857 000 | 13 033 153 000 | 8 449 704 000 | 12 183 153 000 | 57 | 12 183 153 000 | 12 183 153 000 | 57 | 12 183 153 000 | 12 183 153 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 472 900 000 | 0 | 450 000 000 | 702 000 000 | 1 624 900 000 | 43 185 816 | 1 581 714 184 | 13 185 816 | 1 | 6 685 816 | 6 685 816 | 0 | 6 308 402 | 4 954 544 | 1 353 858 |
| Transfert en capital | 27 047 000 000 | 0 | 1 343 540 868 | 0 | 28 390 540 868 | 85 000 000 | 28 305 540 868 | 85 000 000 | 0 | 85 000 000 | 85 000 000 | 0 | 85 000 000 | 85 000 000 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 16 941 463 | 483 058 537 | 13 841 463 | 3 | 13 841 463 | 13 841 463 | 3 | 6 931 936 | 6 641 669 | 290 267 |
| 22 - Assemblée Nationale | 5 434 506 000 | 0 | 0 | 29 000 000 | 5 463 506 000 | 1 552 000 000 | 3 911 506 000 | 1 552 000 000 | 28 | 1 552 000 000 | 1 161 000 000 | 21 | 1 161 000 000 | 1 161 000 000 | 0 |
| Transferts courants | 4 934 506 000 | 0 | 0 | 0 | 4 934 506 000 | 1 173 000 000 | 3 761 506 000 | 1 173 000 000 | 24 | 1 173 000 000 | 782 000 000 | 16 | 782 000 000 | 782 000 000 | 0 |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 0 | 29 000 000 | 529 000 000 | 379 000 000 | 150 000 000 | 379 000 000 | 72 | 379 000 000 | 379 000 000 | 72 | 379 000 000 | 379 000 000 | 0 |
| 23 - Commission Electorale Nationale Autonome | 1 600 983 000 | 0 | 0 | 0 | 1 600 983 000 | 700 000 000 | 900 983 000 | 700 000 000 | 44 | 700 000 000 | 700 000 000 | 44 | 700 000 000 | 500 000 000 | 200 000 000 |
| Transferts courants | 1 600 983 000 | 0 | 0 | 0 | 1 600 983 000 | 700 000 000 | 900 983 000 | 700 000 000 | 44 | 700 000 000 | 700 000 000 | 44 | 700 000 000 | 500 000 000 | 200 000 000 |
| 24 - Conseil Economique, Social et Environnemental | 2 502 087 000 | 0 | 0 | 0 | 2 502 087 000 | 1 000 521 750 | 1 501 565 250 | 1 000 521 750 | 40 | 1 000 521 750 | 1 000 521 750 | 40 | 1 000 521 750 | 1 000 521 750 | 0 |
| Transferts courants | 2 002 087 000 | 0 | 0 | 0 | 2 002 087 000 | 500 521 750 | 1 501 565 250 | 500 521 750 | 25 | 500 521 750 | 500 521 750 | 25 | 500 521 750 | 500 521 750 | 0 |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 100 | 500 000 000 | 500 000 000 | 100 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 |
| 25 - Conseil Constitutionnel | 155 330 000 | 0 | 0 | 0 | 155 330 000 | 0 | 155 330 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 110 830 000 | 0 | 0 | 0 | 110 830 000 | 0 | 110 830 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transferts courants | 500 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 | 0 | 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 44 000 000 | 0 | 0 | 0 | 44 000 000 | 0 | 44 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 - Cour Suprême | 846 063 000 | 0 | 0 | 0 | 846 063 000 | 192 350 750 | 653 712 250 | 192 350 750 | 23 | 192 350 750 | 192 350 750 | 23 | 192 350 750 | 192 350 750 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 769 403 000 | 0 | 0 | 0 | 769 403 000 | 192 350 750 | 577 052 250 | 192 350 750 | 25 | 192 350 750 | 192 350 750 | 25 | 192 350 750 | 192 350 750 | 0 |
| Transferts courants | 1 660 000 | 0 | 0 | 0 | 1 660 000 | 0 | 1 660 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

26



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé | Reste à Payer |
| Transfert en capital | 75 000 000 | 0 | 0 | 0 | 75 000 000 | 0 | 75 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 28 - Cour des Comptes | 2 035 879 000 | 0 | 0 | 0 | 2 035 879 000 | 332 350 450 | 1 703 528 550 | 327 350 450 | 16 | 325 000 000 | 325 000 000 | 16 | 325 000 000 | 300 000 000 | 25 000 000 | |
| Dépenses de fonctionnement | 242 879 000 | 0 | 0 | 0 | 242 879 000 | 32 350 450 | 210 528 550 | 27 350 450 | 11 | 25 000 000 | 25 000 000 | 10 | 25 000 000 | 0 | 25 000 000 | |
| Transferts courants | 900 000 000 | 0 | 0 | 0 | 900 000 000 | 300 000 000 | 600 000 000 | 300 000 000 | 33 | 300 000 000 | 300 000 000 | 33 | 300 000 000 | 300 000 000 | 0 | |
| Investissements executés par l'état | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 100 000 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Transfert en capital | 793 000 000 | 0 | 0 | 0 | 793 000 000 | 0 | 793 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 30 - Primature | 14 303 924 000 | 0 | 2 291 000 000 | 0 | 16 594 924 000 | 7 634 062 784 | 8 960 861 216 | 6 957 393 445 | 42 | 6 768 568 208 | 6 681 765 708 | 40 | 6 558 354 655 | 6 429 029 655 | 129 325 000 | |
| Dépenses de fonctionnement | 3 143 224 000 | 0 | 0 | 0 | 3 143 224 000 | 1 220 078 034 | 1 923 145 966 | 643 408 695 | 20 | 454 583 458 | 367 780 958 | 12 | 244 369 905 | 238 044 905 | 6 325 000 | |
| Transferts courants | 4 260 700 000 | 0 | 0 | 0 | 4 260 700 000 | 1 472 984 750 | 2 787 715 250 | 1 372 984 750 | 32 | 1 372 984 750 | 1 372 984 750 | 32 | 1 372 984 750 | 1 249 984 750 | 123 000 000 | |
| Transfert en capital | 6 900 000 000 | 0 | 2 291 000 000 | 0 | 9 191 000 000 | 4 941 000 000 | 4 250 000 000 | 4 941 000 000 | 54 | 4 941 000 000 | 4 941 000 000 | 54 | 4 941 000 000 | 4 941 000 000 | 0 | |
| 31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger | 31 489 932 000 | 0 | 723 805 818 | 400 000 000 | 32 613 737 818 | 17 166 138 499 | 15 447 599 319 | 16 654 942 798 | 51 | 3 950 205 482 | 3 565 197 683 | 11 | 3 565 197 683 | 1 544 801 051 | 2 020 396 632 | |
| Dépenses de fonctionnement | 21 329 298 000 | 0 | 679 791 818 | 0 | 22 009 089 818 | 13 267 056 729 | 8 742 033 089 | 12 891 064 528 | 4 | 612 617 996 | 227 610 197 | 1 | 227 610 197 | 194 909 342 | 32 700 855 | |
| Transferts courants | 5 710 634 000 | 0 | 44 014 000 | 0 | 5 754 648 000 | 2 972 790 986 | 2 781 857 014 | 2 837 587 486 | 49 | 2 837 587 486 | 2 837 587 486 | 49 | 2 837 587 486 | 1 349 891 709 | 1 487 695 777 | |
| Investissements executés par l'état | 2 450 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 450 000 000 | 26 290 784 | 2 423 709 216 | 26 290 784 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Transfert en capital | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 400 000 000 | 2 400 000 000 | 900 000 000 | 1 500 000 000 | 900 000 000 | 21 | 500 000 000 | 500 000 000 | 21 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | |
| 32 - Ministère des Forces Armées | 55 899 662 000 | 0 | 1 864 000 000 | 21 500 000 | 57 785 162 000 | 18 163 127 120 | 39 622 034 880 | 18 085 290 824 | 31 | 17 782 123 502 | 17 779 973 502 | 31 | 17 656 769 966 | 9 879 874 289 | 7 776 895 677 | |
| Dépenses de fonctionnement | 22 389 975 000 | 0 | 442 000 000 | 0 | 22 831 975 000 | 6 896 077 620 | 15 935 897 380 | 6 818 241 324 | 29 | 6 619 774 002 | 6 617 624 002 | 29 | 6 509 420 466 | 4 197 423 789 | 2 311 996 677 | |
| Transferts courants | 2 359 687 000 | 0 | 252 000 000 | 0 | 2 611 687 000 | 1 082 424 500 | 1 529 262 500 | 1 082 424 500 | 41 | 1 082 424 500 | 1 082 424 500 | 41 | 1 067 424 500 | 972 450 500 | 94 974 000 | |
| Investissements executés par l'état | 30 500 000 000 | 0 | 430 000 000 | 21 500 000 | 30 951 500 000 | 9 959 625 000 | 20 991 875 000 | 9 959 625 000 | 32 | 9 854 925 000 | 9 854 925 000 | 32 | 9 854 925 000 | 4 550 000 000 | 5 304 925 000 | |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 740 000 000 | 0 | 1 240 000 000 | 225 000 000 | 1 015 000 000 | 225 000 000 | 18 | 225 000 000 | 225 000 000 | 18 | 225 000 000 | 160 000 000 | 65 000 000 | |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | | |
|--|---------------------------|-----|-------------------|--|------------------------|---------------------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé | Reste à Payer |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 150 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 150 000 000 | 0 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique | 25 450 075 000 | | 0 | 1 528 120 000 | 550 000 000 | 27 528 195 000 | 4 877 063 691 | 22 651 131 309 | 4 655 449 063 | 17 | 2 778 720 820 | 2 777 151 100 | 10 | 2 643 166 523 | 2 413 961 162 | 229 205 361 |
| Dépenses de fonctionnement | 6 250 075 000 | | 0 | 1 328 120 000 | 0 | 7 578 195 000 | 1 125 257 021 | 6 452 937 979 | 919 642 393 | 12 | 731 176 320 | 729 606 600 | 10 | 596 072 023 | 396 103 662 | 199 968 361 |
| Transferts courants | 4 000 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 4 000 000 000 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 50 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 50 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 13 980 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 13 980 000 000 | 1 751 806 670 | 12 228 193 330 | 1 735 806 670 | 12 | 47 544 500 | 47 544 500 | 0 | 47 094 500 | 17 857 500 | 29 237 000 |
| Transfert en capital | 1 020 000 000 | | 0 | 200 000 000 | 550 000 000 | 1 770 000 000 | 0 | 1 770 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 200 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 200 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 34 - Ministère de la Justice | 8 835 801 000 | | 0 | 0 | 0 | 8 835 801 000 | 2 234 995 899 | 6 600 805 101 | 2 095 066 805 | 24 | 1 423 542 070 | 1 421 263 195 | 16 | 1 329 469 807 | 1 175 565 380 | 153 904 427 |
| Dépenses de fonctionnement | 5 291 939 000 | | 0 | 0 | 0 | 5 291 939 000 | 1 194 599 175 | 4 097 339 825 | 1 054 670 081 | 20 | 533 309 123 | 531 030 248 | 10 | 439 236 860 | 285 332 433 | 153 904 427 |
| Transferts courants | 1 543 862 000 | | 0 | 0 | 0 | 1 543 862 000 | 845 147 000 | 698 715 000 | 845 147 000 | 55 | 845 147 000 | 845 147 000 | 55 | 845 147 000 | 845 147 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 1 954 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 1 954 000 000 | 195 249 724 | 1 758 750 276 | 195 249 724 | 10 | 45 085 947 | 45 085 947 | 2 | 45 085 947 | 45 085 947 | 0 |
| Transfert en capital | 46 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 46 000 000 | 0 | 46 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des | 750 089 000 | | 0 | 0 | 0 | 750 089 000 | 63 928 972 | 686 160 028 | 39 928 972 | 5 | 34 651 600 | 34 651 600 | 5 | 30 901 600 | 0 | 30 901 600 |
| Dépenses de fonctionnement | 375 089 000 | | 0 | 0 | 0 | 375 089 000 | 63 928 972 | 311 160 028 | 39 928 972 | 11 | 34 651 600 | 34 651 600 | 9 | 30 901 600 | 0 | 30 901 600 |
| Transferts courants | 65 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 65 000 000 | 0 | 65 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 310 000 000 | | 0 | 0 | 0 | 310 000 000 | 0 | 310 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 37 - Ministère du Travail, du dialogue | 960 790 000 | | 0 | 25 500 000 | 35 000 000 | 1 021 290 000 | 258 526 095 | 762 763 905 | 258 526 095 | 25 | 168 201 508 | 163 564 759 | 16 | 144 863 501 | 141 395 147 | 3 468 354 |
| Dépenses de fonctionnement | 245 870 000 | | 0 | 0 | 0 | 245 870 000 | 72 803 999 | 173 066 001 | 72 803 999 | 30 | 24 780 557 | 24 655 557 | 10 | 6 715 815 | 3 454 015 | 3 261 800 |
| Transferts courants | 269 920 000 | | 0 | 15 000 000 | 0 | 284 920 000 | 100 000 000 | 184 920 000 | 100 000 000 | 35 | 100 000 000 | 100 000 000 | 35 | 100 000 000 | 100 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 445 000 000 | | 0 | 10 500 000 | 0 | 455 500 000 | 50 722 096 | 404 777 904 | 50 722 096 | 11 | 8 420 951 | 3 909 202 | 1 | 3 147 686 | 2 941 132 | 206 554 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | | |
|--|---------------------------|----------|--------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé | Reste à Payer |
| Transfert en capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 000 000 | 35 000 000 | 35 000 000 | 0 | 35 000 000 | 100 | 35 000 000 | 35 000 000 | 100 | 35 000 000 | 35 000 000 | 0 |
| 38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la | 774 000 000 | 0 | 300 000 000 | 0 | 1 074 000 000 | 216 388 682 | 857 611 318 | 216 388 682 | 20 | 152 636 700 | 146 636 754 | 14 | 133 138 050 | 84 861 287 | 48 276 763 | |
| Dépenses de fonctionnement | 260 000 000 | 0 | 300 000 000 | 0 | 560 000 000 | 92 400 971 | 467 599 029 | 92 400 971 | 17 | 70 425 999 | 64 426 053 | 12 | 60 927 259 | 32 956 208 | 27 971 051 | |
| Investissements exécutés par l'état | 514 000 000 | 0 | 0 | 0 | 514 000 000 | 123 987 711 | 390 012 289 | 123 987 711 | 24 | 82 210 701 | 82 210 701 | 16 | 72 210 791 | 51 905 079 | 20 305 712 | |
| 40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | 6 715 446 000 | 0 | 0 | 0 | 6 715 446 000 | 457 282 912 | 6 258 163 088 | 456 892 939 | 7 | 259 087 624 | 255 970 114 | 4 | 181 032 080 | 151 535 906 | 29 496 174 | |
| Dépenses de fonctionnement | 556 999 000 | 0 | 0 | 0 | 556 999 000 | 125 043 640 | 431 955 360 | 125 043 640 | 22 | 75 151 030 | 72 033 520 | 13 | 53 129 297 | 35 219 953 | 17 909 344 | |
| Transferts courants | 183 447 000 | 0 | 0 | 0 | 183 447 000 | 10 187 000 | 173 260 000 | 10 187 000 | 6 | 10 187 000 | 10 187 000 | 6 | 9 163 000 | 9 163 000 | 0 | |
| Investissements exécutés par l'état | 1 304 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 304 000 000 | 205 750 264 | 1 098 249 736 | 205 360 291 | 16 | 57 447 586 | 57 447 586 | 4 | 37 491 751 | 31 396 306 | 6 095 445 | |
| Transfert en capital | 3 721 000 000 | 0 | 0 | 0 | 3 721 000 000 | 0 | 3 721 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 950 000 000 | 0 | 0 | 0 | 950 000 000 | 116 302 008 | 833 697 992 | 116 302 008 | 12 | 116 302 008 | 116 302 008 | 12 | 81 248 032 | 75 756 647 | 5 491 385 | |
| 41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du | 87 561 231 000 | 0 | 25 000 000 | 2 500 000 000 | 90 086 231 000 | 10 257 173 905 | 79 829 057 095 | 10 226 173 905 | 11 | 10 220 287 413 | 10 220 287 413 | 11 | 10 218 242 593 | 10 214 982 253 | 3 260 340 | |
| Dépenses de fonctionnement | 290 231 000 | 0 | 0 | 0 | 290 231 000 | 54 714 345 | 235 516 655 | 48 714 345 | 17 | 45 827 413 | 45 827 413 | 16 | 43 782 593 | 40 522 253 | 3 260 340 | |
| Transferts courants | 250 000 000 | 0 | 0 | 0 | 250 000 000 | 75 000 000 | 175 000 000 | 75 000 000 | 30 | 75 000 000 | 75 000 000 | 30 | 75 000 000 | 75 000 000 | 0 | |
| Investissements exécutés par l'état | 1 166 000 000 | 0 | 25 000 000 | 0 | 1 191 000 000 | 40 499 560 | 1 150 500 440 | 15 499 560 | 1 | 12 500 000 | 12 500 000 | 1 | 12 500 000 | 12 500 000 | 0 | |
| Transfert en capital | 85 855 000 000 | 0 | 0 | 2 500 000 000 | 88 355 000 000 | 10 086 960 000 | 78 268 040 000 | 10 086 960 000 | 11 | 10 086 960 000 | 10 086 960 000 | 11 | 10 086 960 000 | 10 086 960 000 | 0 | |
| 42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 70 516 879 000 | 0 | 0 | 0 | 70 516 879 000 | 15 204 743 986 | 55 312 135 014 | 15 192 142 211 | 22 | 15 074 051 262 | 15 073 591 262 | 21 | 15 024 187 416 | 10 792 059 576 | 4 232 127 840 | |
| Dépenses de fonctionnement | 1 089 753 000 | 0 | 0 | 0 | 1 089 753 000 | 266 851 057 | 822 901 943 | 258 248 892 | 24 | 158 657 373 | 158 197 373 | 15 | 110 600 744 | 83 562 795 | 27 037 949 | |
| Transferts courants | 20 607 126 000 | 0 | 0 | 0 | 20 607 126 000 | 5 856 712 371 | 14 750 413 629 | 5 856 712 371 | 28 | 5 856 712 371 | 5 856 712 371 | 28 | 5 856 712 371 | 3 620 083 098 | 2 236 629 273 | |
| Investissements exécutés par l'état | 2 785 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 785 000 000 | 71 835 904 | 2 713 164 096 | 67 836 294 | 2 | 49 336 864 | 49 336 864 | 2 | 47 529 647 | 42 269 029 | 5 260 618 | |
| Transfert en capital | 46 035 000 000 | 0 | 0 | 0 | 46 035 000 000 | 9 009 344 654 | 37 025 655 346 | 9 009 344 654 | 20 | 9 009 344 654 | 9 009 344 654 | 20 | 9 009 344 654 | 7 046 144 654 | 1 963 200 000 | |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|--|------------------------|---------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé |
| 43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan | 143 198 383 000 | 0 | 4 728 594 090 | 7 923 045 268 | 155 850 022 358 | 18 207 595 199 | 137 642 427 159 | 18 058 347 267 | 12 | 17 218 470 819 | 17 163 488 597 | 11 | 16 722 457 110 | 12 631 516 449 | 4 090 940 661 |
| Dépenses de fonctionnement | 10 528 903 000 | 0 | 607 394 800 | 0 | 11 136 297 800 | 1 976 343 757 | 9 159 954 043 | 1 917 189 289 | 17 | 1 415 718 698 | 1 378 119 036 | 12 | 1 021 746 723 | 748 610 688 | 273 136 035 |
| Transferts courants | 5 228 880 000 | 0 | 131 990 000 | 0 | 5 360 870 000 | 1 368 820 500 | 3 992 049 500 | 1 368 820 500 | 26 | 1 368 820 500 | 1 368 820 500 | 26 | 1 326 320 500 | 1 326 320 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 17 045 600 000 | 0 | 289 209 290 | 580 000 000 | 17 914 809 290 | 3 608 987 234 | 14 305 822 056 | 3 518 893 770 | 20 | 3 180 487 913 | 3 163 105 353 | 18 | 3 120 946 179 | 1 100 370 261 | 2 020 575 918 |
| Transfert en capital | 19 945 000 000 | 0 | 3 700 000 000 | 7 343 045 268 | 30 988 045 268 | 10 862 728 556 | 20 125 316 712 | 10 862 728 556 | 35 | 10 862 728 556 | 10 862 728 556 | 35 | 10 862 728 556 | 9 066 215 000 | 1 796 513 556 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 90 450 000 000 | 0 | 0 | 0 | 90 450 000 000 | 390 715 152 | 90 059 284 848 | 390 715 152 | 0 | 390 715 152 | 390 715 152 | 0 | 390 715 152 | 390 000 000 | 715 152 |
| 44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies | 32 949 465 000 | 0 | 0 | 0 | 32 949 465 000 | 1 781 190 500 | 31 168 274 500 | 1 781 190 500 | 5 | 1 781 190 500 | 1 781 190 500 | 5 | 1 781 190 500 | 1 762 681 000 | 18 509 500 |
| Dépenses de fonctionnement | 876 784 000 | 0 | 0 | 0 | 876 784 000 | 15 197 000 | 861 587 000 | 15 197 000 | 2 | 15 197 000 | 15 197 000 | 2 | 15 197 000 | 0 | 15 197 000 |
| Transferts courants | 7 572 681 000 | 0 | 0 | 0 | 7 572 681 000 | 72 681 000 | 7 500 000 000 | 72 681 000 | 1 | 72 681 000 | 72 681 000 | 1 | 72 681 000 | 72 681 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 7 130 205 000 | 0 | 0 | 0 | 7 130 205 000 | 3 312 500 | 7 126 892 500 | 3 312 500 | 0 | 3 312 500 | 3 312 500 | 0 | 3 312 500 | 0 | 3 312 500 |
| Transfert en capital | 17 369 795 000 | 0 | 0 | 0 | 17 369 795 000 | 1 690 000 000 | 15 679 795 000 | 1 690 000 000 | 10 | 1 690 000 000 | 1 690 000 000 | 10 | 1 690 000 000 | 1 690 000 000 | 0 |
| 45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la | 6 887 946 000 | 0 | 110 000 000 | 2 000 000 000 | 8 997 946 000 | 2 371 238 522 | 6 626 707 478 | 2 371 238 522 | 26 | 2 335 540 110 | 2 327 540 450 | 26 | 2 317 889 687 | 2 314 692 957 | 3 196 730 |
| Dépenses de fonctionnement | 275 464 000 | 0 | 0 | 0 | 275 464 000 | 74 637 696 | 200 826 304 | 74 637 696 | 27 | 48 939 194 | 40 939 534 | 15 | 31 288 771 | 28 092 041 | 3 196 730 |
| Transferts courants | 1 480 482 000 | 0 | 60 000 000 | 0 | 1 540 482 000 | 389 684 250 | 1 150 797 750 | 389 684 250 | 25 | 389 684 250 | 389 684 250 | 25 | 389 684 250 | 389 684 250 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 376 000 000 | 0 | 0 | 0 | 376 000 000 | 9 999 910 | 366 000 090 | 9 999 910 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 4 756 000 000 | 0 | 50 000 000 | 2 000 000 000 | 6 806 000 000 | 1 896 916 666 | 4 909 083 334 | 1 896 916 666 | 28 | 1 896 916 666 | 1 896 916 666 | 28 | 1 896 916 666 | 1 896 916 666 | 0 |
| 46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie | 28 378 821 000 | 0 | 180 000 000 | 0 | 28 558 821 000 | 4 364 638 430 | 24 194 182 570 | 4 364 638 430 | 15 | 4 339 470 323 | 4 339 470 323 | 15 | 4 312 240 466 | 4 300 476 062 | 11 764 404 |
| Dépenses de fonctionnement | 373 321 000 | 0 | 0 | 0 | 373 321 000 | 70 638 430 | 302 682 570 | 70 638 430 | 19 | 45 470 323 | 45 470 323 | 12 | 20 740 466 | 8 976 062 | 11 764 404 |
| Transferts courants | 129 000 000 | 0 | 0 | 0 | 129 000 000 | 0 | 129 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 10 393 500 000 | 0 | 0 | 0 | 10 393 500 000 | 2 500 000 | 10 391 000 000 | 2 500 000 | 0 | 2 500 000 | 2 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 17 483 000 000 | 0 | 180 000 000 | 0 | 17 663 000 000 | 4 291 500 000 | 13 371 500 000 | 4 291 500 000 | 24 | 4 291 500 000 | 4 291 500 000 | 24 | 4 291 500 000 | 4 291 500 000 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé |
| 47 - Ministère de l'Industrie et des Mines | 21 247 588 000 | 0 | 40 000 000 | 0 | 21 287 588 000 | 5 349 541 105 | 15 938 046 895 | 5 349 541 105 | 25 | 5 240 998 524 | 5 231 267 552 | 25 | 5 187 761 022 | 5 172 046 309 | 15 714 713 |
| Dépenses de fonctionnement | 202 843 000 | 0 | 0 | 0 | 202 843 000 | 62 522 355 | 140 320 645 | 62 522 355 | 31 | 33 326 794 | 33 326 794 | 16 | 14 434 424 | 9 383 004 | 5 051 420 |
| Transferts courants | 1 226 745 000 | 0 | 0 | 0 | 1 226 745 000 | 353 223 750 | 873 521 250 | 353 223 750 | 29 | 353 223 750 | 353 223 750 | 29 | 353 223 750 | 353 223 750 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 1 358 000 000 | 0 | 40 000 000 | 0 | 1 398 000 000 | 246 295 000 | 1 151 705 000 | 246 295 000 | 18 | 166 947 980 | 157 217 008 | 11 | 132 602 848 | 121 939 555 | 10 663 293 |
| Transfert en capital | 18 460 000 000 | 0 | 0 | 0 | 18 460 000 000 | 4 687 500 000 | 13 772 500 000 | 4 687 500 000 | 25 | 4 687 500 000 | 4 687 500 000 | 25 | 4 687 500 000 | 4 687 500 000 | 0 |
| 49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens | 19 082 099 000 | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 21 082 099 000 | 4 630 809 127 | 16 451 289 873 | 4 598 930 127 | 22 | 4 592 333 660 | 4 592 333 660 | 22 | 4 589 432 739 | 4 574 994 180 | 14 438 559 |
| Dépenses de fonctionnement | 266 099 000 | 0 | 0 | 0 | 266 099 000 | 58 809 127 | 207 289 873 | 26 930 127 | 10 | 20 333 660 | 20 333 660 | 8 | 17 432 739 | 3 994 180 | 13 438 559 |
| Transferts courants | 986 000 000 | 0 | 1 000 000 000 | 0 | 1 986 000 000 | 196 000 000 | 1 790 000 000 | 196 000 000 | 10 | 196 000 000 | 196 000 000 | 10 | 196 000 000 | 196 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 80 000 000 | 0 | 0 | 0 | 80 000 000 | 1 000 000 | 79 000 000 | 1 000 000 | 1 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 | 1 000 000 | 0 | 1 000 000 |
| Transfert en capital | 17 750 000 000 | 0 | 0 | 1 000 000 000 | 18 750 000 000 | 4 375 000 000 | 14 375 000 000 | 4 375 000 000 | 23 | 4 375 000 000 | 4 375 000 000 | 23 | 4 375 000 000 | 4 375 000 000 | 0 |
| 50 - Ministère de l'Education Nationale | 140 860 602 000 | 0 | 473 938 248 | 1 200 000 000 | 142 534 540 248 | 43 709 794 726 | 98 824 745 522 | 43 471 119 424 | 30 | 23 816 160 418 | 23 759 912 290 | 17 | 20 563 201 128 | 16 901 326 920 | 3 661 874 208 |
| Dépenses de fonctionnement | 115 884 697 000 | 0 | 473 938 248 | 0 | 116 358 635 248 | 43 020 549 266 | 73 338 085 882 | 42 784 373 964 | 17 | 23 283 219 128 | 23 226 971 000 | 20 | 20 044 732 778 | 16 406 264 170 | 3 638 468 608 |
| Transferts courants | 5 009 905 000 | 0 | 0 | 0 | 5 009 905 000 | 156 062 750 | 4 853 842 250 | 156 062 750 | 3 | 156 062 750 | 156 062 750 | 3 | 156 062 750 | 152 312 750 | 3 750 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 16 935 000 000 | 0 | 0 | 0 | 16 935 000 000 | 199 432 710 | 16 735 567 290 | 196 932 710 | 1 | 43 128 540 | 43 128 540 | 0 | 28 655 600 | 9 000 000 | 19 655 600 |
| Transfert en capital | 3 031 000 000 | 0 | 0 | 1 200 000 000 | 4 231 000 000 | 333 750 000 | 3 897 250 000 | 333 750 000 | 8 | 333 750 000 | 333 750 000 | 8 | 333 750 000 | 333 750 000 | 0 |
| 52 - Ministère des Sports | 4 838 052 000 | 0 | 162 000 000 | 0 | 5 000 052 000 | 1 101 628 450 | 3 898 423 550 | 901 628 450 | 18 | 874 457 028 | 873 357 028 | 17 | 862 344 898 | 93 139 313 | 769 205 585 |
| Dépenses de fonctionnement | 1 587 777 000 | 0 | 81 000 000 | 0 | 1 668 777 000 | 275 305 175 | 1 393 471 825 | 75 305 175 | 5 | 48 133 753 | 47 033 753 | 3 | 36 021 623 | 12 139 313 | 23 882 310 |
| Transferts courants | 500 275 000 | 0 | 81 000 000 | 0 | 581 275 000 | 81 000 000 | 500 275 000 | 81 000 000 | 14 | 81 000 000 | 81 000 000 | 14 | 81 000 000 | 81 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 250 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 250 000 000 | 745 323 275 | 1 504 676 725 | 745 323 275 | 33 | 745 323 275 | 745 323 275 | 33 | 745 323 275 | 0 | 745 323 275 |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé |
| 53 - Ministère de la Culture et de la Communication | 10 478 644 000 | 0 | 1 333 551 410 | 358 000 000 | 12 170 195 410 | 4 717 381 547 | 7 452 813 863 | 4 712 952 231 | 39 | 4 670 772 832 | 4 142 901 023 | 34 | 4 112 989 149 | 4 108 508 175 | 4 480 974 |
| Dépenses de fonctionnement | 346 868 000 | 0 | 70 000 000 | 0 | 416 868 000 | 87 672 747 | 329 195 253 | 83 243 431 | 20 | 41 064 032 | 37 084 023 | 9 | 21 186 149 | 16 705 175 | 4 480 974 |
| Transferts courants | 6 143 776 000 | 0 | 1 263 551 410 | 0 | 7 407 327 410 | 2 796 708 800 | 4 610 618 610 | 2 796 708 800 | 38 | 2 796 708 800 | 2 772 817 000 | 37 | 2 758 803 000 | 2 758 803 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 580 000 000 | 0 | 0 | 0 | 580 000 000 | 0 | 580 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 3 408 000 000 | 0 | 0 | 358 000 000 | 3 766 000 000 | 1 833 000 000 | 1 933 000 000 | 1 833 000 000 | 49 | 1 833 000 000 | 1 333 000 000 | 35 | 1 333 000 000 | 1 333 000 000 | 0 |
| 54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 69 413 842 000 | 0 | 326 000 000 | 663 370 353 | 70 403 212 353 | 14 317 154 536 | 56 086 057 817 | 14 301 929 536 | 20 | 9 883 714 661 | 9 882 027 126 | 14 | 9 198 676 472 | 8 658 735 587 | 539 940 885 |
| Dépenses de fonctionnement | 7 515 597 000 | 0 | 0 | 0 | 7 515 597 000 | 1 934 619 274 | 5 580 977 726 | 1 921 894 274 | 26 | 1 353 657 521 | 1 346 909 986 | 18 | 994 657 380 | 744 515 612 | 250 141 768 |
| Transferts courants | 34 123 245 000 | 0 | 0 | 0 | 34 123 245 000 | 7 420 770 801 | 26 702 474 199 | 7 420 770 801 | 22 | 7 420 770 801 | 7 420 770 801 | 22 | 7 420 770 801 | 7 367 560 801 | 53 210 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 17 581 000 000 | 0 | 326 000 000 | 408 370 353 | 18 315 370 353 | 4 605 264 461 | 13 710 105 892 | 4 602 764 461 | 25 | 752 786 339 | 757 846 339 | 4 | 426 748 291 | 190 159 174 | 236 589 117 |
| Transfert en capital | 10 194 000 000 | 0 | 0 | 255 000 000 | 10 449 000 000 | 356 500 000 | 10 092 500 000 | 356 500 000 | 3 | 356 500 000 | 356 500 000 | 3 | 356 500 000 | 356 500 000 | 0 |
| 55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction | 6 061 109 000 | 0 | 300 000 000 | 0 | 6 361 109 000 | 2 732 120 974 | 3 628 988 026 | 2 614 709 050 | 41 | 2 445 456 853 | 2 444 941 853 | 38 | 2 430 730 663 | 2 401 170 378 | 29 560 285 |
| Dépenses de fonctionnement | 561 209 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 661 209 000 | 76 435 674 | 584 773 326 | 69 023 750 | 10 | 51 771 553 | 51 256 553 | 8 | 41 534 773 | 13 354 382 | 28 180 391 |
| Transferts courants | 1 499 900 000 | 0 | 0 | 0 | 1 499 900 000 | 706 475 000 | 793 425 000 | 706 475 000 | 47 | 706 475 000 | 706 475 000 | 47 | 706 475 000 | 706 475 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 570 000 000 | 0 | 0 | 0 | 570 000 000 | 275 210 300 | 294 789 700 | 165 210 300 | 29 | 13 210 300 | 13 210 300 | 2 | 8 720 890 | 7 340 996 | 1 379 894 |
| Transfert en capital | 3 430 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 3 630 000 000 | 1 674 000 000 | 1 956 000 000 | 1 674 000 000 | 46 | 1 674 000 000 | 1 674 000 000 | 46 | 1 674 000 000 | 1 674 000 000 | 0 |
| 56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable | 11 616 521 000 | 0 | 30 000 000 | 40 000 000 | 11 686 521 000 | 2 366 886 370 | 9 319 634 630 | 2 301 172 687 | 20 | 1 886 032 238 | 1 884 536 219 | 16 | 1 727 044 211 | 1 399 968 106 | 327 076 105 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 315 231 000 | 0 | 0 | 0 | 3 315 231 000 | 916 358 470 | 2 398 872 530 | 883 348 264 | 26 | 685 449 474 | 683 998 815 | 21 | 585 908 463 | 361 717 049 | 224 191 414 |
| Transferts courants | 1 101 290 000 | 0 | 0 | 0 | 1 101 290 000 | 289 072 500 | 812 217 500 | 289 072 500 | 26 | 289 072 500 | 289 072 500 | 26 | 289 072 500 | 289 072 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 5 183 000 000 | 0 | 0 | 0 | 5 183 000 000 | 687 955 400 | 4 495 044 600 | 655 251 923 | 13 | 438 010 264 | 437 964 904 | 8 | 378 563 248 | 275 678 557 | 102 884 691 |
| Transfert en capital | 2 017 000 000 | 0 | 30 000 000 | 40 000 000 | 2 087 000 000 | 473 500 000 | 1 613 500 000 | 473 500 000 | 23 | 473 500 000 | 473 500 000 | 23 | 473 500 000 | 473 500 000 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|------------------------|--|------------------------|---------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé |
| 58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance | 6 730 069 000 | 0 | 376 311 880 | 0 | 7 106 380 880 | 1 661 511 065 | 5 444 869 815 | 1 397 511 065 | 20 | 1 078 967 742 | 1 067 745 371 | 15 | 669 278 952 | 641 727 152 | 27 551 800 |
| Dépenses de fonctionnement | 563 575 000 | 0 | 0 | 0 | 563 575 000 | 103 621 479 | 459 953 521 | 103 621 479 | 18 | 47 466 956 | 43 618 504 | 8 | 34 086 525 | 10 769 535 | 23 316 990 |
| Transferts courants | 1 096 494 000 | 0 | 0 | 0 | 1 096 494 000 | 547 032 000 | 549 462 000 | 283 032 000 | 26 | 283 032 000 | 283 032 000 | 26 | 283 032 000 | 283 032 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 011 200 000 | 0 | 368 311 880 | 0 | 2 379 511 880 | 356 657 586 | 2 022 854 294 | 356 657 586 | 15 | 94 268 786 | 86 894 867 | 4 | 63 160 427 | 58 925 617 | 4 234 810 |
| Transfert en capital | 3 058 800 000 | 0 | 8 000 000 | 0 | 3 066 800 000 | 654 200 000 | 2 412 600 000 | 654 200 000 | 21 | 654 200 000 | 654 200 000 | 21 | 289 000 000 | 289 000 000 | 0 |
| 59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et | 18 824 850 000 | 0 | 0 | 1 018 434 379 | 19 843 284 379 | 3 374 188 956 | 16 469 095 423 | 3 365 844 916 | 17 | 3 210 035 749 | 3 090 345 249 | 16 | 2 906 137 546 | 2 641 661 340 | 264 476 206 |
| Dépenses de fonctionnement | 7 381 165 000 | 0 | 0 | 0 | 7 381 165 000 | 1 803 190 270 | 5 577 974 730 | 1 797 356 230 | 10 | 1 641 547 063 | 1 621 992 063 | 22 | 1 447 784 360 | 1 188 308 154 | 259 476 206 |
| Transferts courants | 1 864 685 000 | 0 | 0 | 0 | 1 864 685 000 | 885 458 000 | 979 227 000 | 882 948 000 | 47 | 882 948 000 | 782 812 500 | 42 | 782 812 500 | 782 812 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 4 199 000 000 | 0 | 0 | 0 | 4 199 000 000 | 15 000 000 | 4 184 000 000 | 15 000 000 | 0 | 15 000 000 | 15 000 000 | 0 | 5 000 000 | 0 | 5 000 000 |
| Transfert en capital | 5 380 000 000 | 0 | 0 | 1 018 434 379 | 6 398 434 379 | 670 540 686 | 5 727 893 693 | 670 540 686 | 10 | 670 540 686 | 670 540 686 | 10 | 670 540 686 | 670 540 686 | 0 |
| 60 - Charges non Réparties | 253 228 369 000 | 0 | -21 365 286 617 | 0 | 231 863 082 383 | 44 606 807 041 | 187 256 275 342 | 44 532 207 041 | 19 | 38 205 249 656 | 38 205 249 656 | 16 | 37 353 595 629 | 36 546 302 038 | 807 293 591 |
| Dépenses de fonctionnement | 133 643 157 000 | 0 | -10 736 903 041 | 0 | 122 906 253 959 | 30 574 209 546 | 92 332 044 413 | 30 499 609 546 | 25 | 24 172 652 161 | 24 172 652 161 | 20 | 23 320 998 134 | 22 531 571 165 | 789 426 969 |
| Transferts courants | 91 585 212 000 | 0 | 453 178 462 | 0 | 92 038 390 462 | 14 032 597 495 | 78 005 792 967 | 14 032 597 495 | 15 | 14 032 597 495 | 14 032 597 495 | 15 | 14 032 597 495 | 14 014 730 873 | 17 866 622 |
| Investissements exécutés par l'état | 28 000 000 000 | 0 | -11 081 562 038 | 0 | 16 918 437 962 | 0 | 16 918 437 962 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 - Ministère de l'Élevage et des Productions Animales | 6 688 811 000 | 0 | 250 000 000 | 250 000 000 | 7 188 811 000 | 2 269 510 653 | 4 919 300 347 | 2 202 599 564 | 31 | 2 019 288 944 | 2 017 561 124 | 28 | 1 859 912 026 | 1 801 500 041 | 58 411 985 |
| Dépenses de fonctionnement | 909 215 000 | 0 | 0 | 0 | 909 215 000 | 133 629 392 | 775 585 608 | 109 202 619 | 12 | 49 856 956 | 49 129 136 | 5 | 36 953 985 | 13 026 172 | 23 927 813 |
| Transferts courants | 279 596 000 | 0 | 0 | 0 | 279 596 000 | 154 369 000 | 125 227 000 | 154 369 000 | 55 | 154 369 000 | 154 369 000 | 55 | 154 369 000 | 154 369 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 086 000 000 | 0 | 0 | 250 000 000 | 2 336 000 000 | 274 512 261 | 2 061 487 739 | 232 027 945 | 10 | 108 062 988 | 107 062 988 | 5 | 86 589 041 | 52 104 869 | 34 484 172 |
| Transfert en capital | 3 414 000 000 | 0 | 250 000 000 | 0 | 3 664 000 000 | 1 707 000 000 | 1 957 000 000 | 1 707 000 000 | 47 | 1 707 000 000 | 1 707 000 000 | 47 | 1 582 000 000 | 1 582 000 000 | 0 |
| 63 - Ministère des Postes et des Télécommunications | 702 096 000 | 0 | 0 | 0 | 702 096 000 | 106 283 599 | 595 812 401 | 102 613 775 | 15 | 34 961 105 | 34 961 105 | 5 | 34 961 105 | 14 493 645 | 20 467 460 |
| Dépenses de fonctionnement | 191 096 000 | 0 | 0 | 0 | 191 096 000 | 51 096 670 | 139 999 330 | 47 426 846 | 25 | 20 467 460 | 20 467 460 | 11 | 20 467 460 | 0 | 20 467 460 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|--------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8= (9/5)* 100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné (11) | Taux (12= (11/5)* 100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé |
| Investissements exécutés par l'état | 511 000 000 | 0 | 0 | 0 | 511 000 000 | 55 186 929 | 455 813 071 | 55 186 929 | 11 | 14 493 645 | 14 493 645 | 3 | 14 493 645 | 14 493 645 | 0 |
| 65 - Ministère de la Gouvernance | 42 372 973 000 | 0 | 150 000 000 | 8 320 000 000 | 50 842 973 000 | 2 862 392 874 | 47 980 580 126 | 1 362 392 874 | 3 | 1 336 829 518 | 1 335 154 443 | 3 | 1 325 420 094 | 1 308 796 184 | 16 623 910 |
| Locale, du Développement et de | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement | 259 402 000 | 0 | 0 | 0 | 259 402 000 | 50 102 329 | 209 299 671 | 50 102 329 | 19 | 39 530 873 | 39 302 013 | 15 | 29 567 664 | 22 943 754 | 6 623 910 |
| Transferts courants | 20 613 571 000 | 0 | 0 | 0 | 20 613 571 000 | 109 000 000 | 20 504 571 000 | 109 000 000 | 1 | 109 000 000 | 109 000 000 | 1 | 109 000 000 | 109 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 446 000 000 | 0 | 150 000 000 | 0 | 596 000 000 | 29 290 545 | 566 709 455 | 29 290 545 | 5 | 14 298 645 | 12 852 430 | 2 | 12 852 430 | 2 852 430 | 10 000 000 |
| Transfert en capital | 21 054 000 000 | 0 | 0 | 8 320 000 000 | 29 374 000 000 | 2 674 000 000 | 26 700 000 000 | 1 174 000 000 | 4 | 1 174 000 000 | 1 174 000 000 | 4 | 1 174 000 000 | 1 174 000 000 | 0 |
| 68 - Ministère de l'Hydraulique et de | 28 555 803 000 | 0 | 0 | 0 | 28 555 803 000 | 1 298 053 919 | 27 257 749 081 | 1 263 053 919 | 4 | 1 231 637 234 | 1 231 637 234 | 4 | 1 176 265 824 | 1 113 650 309 | 62 615 515 |
| L'Assainissement | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement | 238 981 000 | 0 | 0 | 0 | 238 981 000 | 51 542 300 | 187 438 700 | 51 542 300 | 22 | 39 124 567 | 39 124 567 | 16 | 35 688 157 | 13 572 642 | 22 115 515 |
| Transferts courants | 703 822 000 | 0 | 0 | 0 | 703 822 000 | 308 911 000 | 394 911 000 | 308 911 000 | 44 | 308 911 000 | 308 911 000 | 44 | 258 911 000 | 258 911 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 8 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 8 300 000 000 | 120 933 952 | 8 179 066 048 | 85 933 952 | 1 | 66 935 000 | 66 935 000 | 1 | 65 000 000 | 24 500 000 | 40 500 000 |
| Transfert en capital | 19 313 000 000 | 0 | 0 | 0 | 19 313 000 000 | 816 666 667 | 18 496 333 333 | 816 666 667 | 4 | 816 666 667 | 816 666 667 | 4 | 816 666 667 | 816 666 667 | 0 |
| 75 - Ministère de l'Enseignement | 116 425 430 000 | 0 | 0 | 1 885 000 000 | 118 310 430 000 | 37 696 192 861 | 80 614 237 139 | 37 605 192 861 | 32 | 37 244 158 124 | 37 231 392 236 | 31 | 37 206 882 236 | 35 870 802 156 | 1 336 080 080 |
| Supérieur et de la Recherche | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement | 2 599 972 000 | 0 | 0 | 0 | 2 599 972 000 | 105 491 020 | 2 494 480 980 | 104 491 020 | 4 | 44 800 000 | 44 800 000 | 2 | 43 300 000 | 3 800 000 | 39 500 000 |
| Transferts courants | 93 255 458 000 | 0 | 0 | 0 | 93 255 458 000 | 29 627 615 000 | 63 627 843 000 | 29 537 615 000 | 32 | 29 537 615 000 | 29 525 735 000 | 32 | 29 525 735 000 | 28 230 431 000 | 1 295 304 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 12 415 000 000 | 0 | 0 | 0 | 12 415 000 000 | 328 086 841 | 12 086 913 159 | 328 086 841 | 3 | 26 743 124 | 25 857 236 | 0 | 2 847 236 | 1 571 156 | 1 276 080 |
| Transfert en capital | 8 155 000 000 | 0 | 0 | 1 885 000 000 | 10 040 000 000 | 7 635 000 000 | 2 405 000 000 | 7 635 000 000 | 76 | 7 635 000 000 | 7 635 000 000 | 76 | 7 635 000 000 | 7 635 000 000 | 0 |
| 82 - Ministère de la Promotion des | 15 127 048 000 | 0 | 0 | 0 | 15 127 048 000 | 419 950 687 | 14 707 097 313 | 419 950 687 | 3 | 395 083 697 | 395 083 697 | 3 | 386 129 031 | 384 329 032 | 1 799 999 |
| investissements, des partenariats et | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement | 139 970 000 | 0 | 0 | 0 | 139 970 000 | 52 506 437 | 87 463 563 | 52 506 437 | 38 | 27 639 447 | 27 639 447 | 20 | 18 684 781 | 16 884 782 | 1 799 999 |
| Transferts courants | 4 987 078 000 | 0 | 0 | 0 | 4 987 078 000 | 367 444 250 | 4 619 633 750 | 367 444 250 | 7 | 367 444 250 | 367 444 250 | 7 | 367 444 250 | 367 444 250 | 0 |
| Transfert en capital | 10 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 10 000 000 000 | 0 | 10 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

Ministère de l'Economie
et des Finances

Direction Générale des Finances

GESTION : 2015

MOIS : 03-2015

à la date du 31/03/15

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | | |
|-------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|--|------------------------|---------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|-----------------|-------------------------|----------------------|-----------------------------|-----------------|----------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonnancé (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé | Reste à Payer |
| Totaux (1) | | 1 356 022 000 000 | 0 | 0 | 28 895 350 000 | 1 384 917 350 000 | 295 575 473 181 | 1 089 341 876 819 | 289 623 524 265 | 21 | 239 773 420 227 | 238 056 785 939 | 17 | 231 102 213 534 | 203 578 588 052 | 27 523 625 482 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

35